

Article 29 du Règlement

● (1850)

Il y a un réseau bien établi de mines et aucun contrôle sur le rythme d'extraction. Il n'y a pratiquement aucun règlement d'hygiène et de sécurité. Ce qui est le plus important, c'est le réservoir de main-d'oeuvre très bon marché. Le député de Nepean—Carleton estimait que les mineurs noirs gagnent probablement le dixième de ce que gagnent les mineurs blancs. Les sociétés minières d'Afrique et d'ailleurs, et cela comprend le Canada, ont jugé qu'il était dans leur intérêt de créer une sorte de dépendance artificielle à l'égard de l'Afrique du Sud pour certains minéraux. Ils sont censés être rares partout ailleurs, sauf en Union soviétique. Les quatre grands sont le platine, le vanadium, le manganèse et le chrome. En réalité, c'est une dépendance artificielle. Il y a eu un effort constant, dans certains secteurs américains en particulier, pour déformer la réalité. Je voudrais citer quelques phrases du livre *Trafficking in Apartheid*:

Pour défendre cette exploitation systématique des mineurs noirs, face aux pressions internationales grandissantes en faveur de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, on a fabriqué de toutes pièces l'argument suivant:

«Quel que soit notre désapprobation à l'égard de la politique de l'Afrique du Sud, nous ne pouvons pas nous permettre de réduire ou de supprimer notre aide à ce régime, parce que nous avons besoin de ses minéraux.»

Naturellement, nous avons entendu la même chose lorsque le président Carter, à propos de l'Iran, disait: «Les Américains doivent défendre leur pétrole». Dans l'esprit des dirigeants américains, tout le pétrole et tous les minéraux du monde semblent appartenir aux États-Unis. Pour en revenir à ma citation:

L'argument a même été raffiné et on dit maintenant que si nous n'avions pas accès à ces minéraux d'Afrique du Sud nous dépendrions de l'Union soviétique.

Certains ont dit la même chose de façon beaucoup plus graphique:

«Il y a une décennie environ nous avons encaissé notre premier choc. Le déplacement des alliances politiques et la montée du nationalisme dans le Tiers Monde ont gravement réduit nos attentes... D'autres, loin de nos frontières, peuvent maintenant mettre la main sur des éléments vitaux de notre vie économique... Nous pourrions perdre nos sources de chrome, de cobalt, de tantalite et d'autres minéraux... Cela entraînerait des contrecoups massifs pour notre système économique et notre mode de vie.

Sans ces minerais, nous ne pourrions pas fabriquer de téléviseurs, d'ordinateurs, de coeurs-poumons artificiels, d'acier inoxydable de qualité supérieure au millier d'usages... ni de supersoniques et de sous-marins perfectionnés.

L'auteur de ces propos n'est nul autre que William Casey, directeur de la CIA pour le gouvernement de Ronald Reagan. Il a répandu cet écran de fumée. C'est le genre d'exercice qu'affectionne la CIA lorsqu'elle n'est pas occupée à miner les ports de Managua. En fait, cette déclaration a été démentie par le Service de recherches du Congrès qui a déposé, en 1980, un rapport sur les minerais importés de l'Afrique du Sud par les États-Unis et d'autres pays de l'O.C.D.E., à la demande du Comité des relations étrangères du Sénat américain. Je cite:

La conclusion capitale de ce rapport, contrairement aux idées reçues, est que les minéraux sud-africains sont importants mais non essentiels à l'Ouest. Il est heureux que, dans le cas de tous les minéraux cruciaux importés d'Afrique du Sud, des moyens sont à notre disposition pour faire face à une interruption d'approvisionnement sans avoir pour autant à nous tourner vers l'Union soviétique. Ces moyens peuvent être coûteux...

Je le répète, ce qui fait avant tout l'intérêt des minéraux sud-africains, c'est la main-d'oeuvre à bon marché fournie par des esclaves. Je poursuis:

... et ils ne peuvent pas toujours être mis en place sans causer de perturbations. Mais, en général, celles-ci peuvent être réduites au minimum si on se prépare à l'avance à une interruption possible des approvisionnements sud-africains.

A mon avis, c'est là une description assez fidèle de la situation. Nous voulons bien pouvoir compter sur ces ressources, mais notre dépendance n'est pas absolue.

La stratégie de l'hystérie, les grandes déclarations sur la peur inspirée par le spectre soviétique sont l'élément central de la politique de certains gouvernements qui soutiennent l'apartheid en Afrique du Sud. Il est vrai que celle-ci fait partie d'un réseau de pays qui fait rempart avec le Chili, le Honduras, la Corée du Sud, les Philippines et l'Indonésie. Naturellement, au centre de ce réseau se trouve le Pentagone, non pas au sens géométrique, mais au sens politique. Le Pentagone et les fabricants américains d'armement ont des relations étroites avec tous ces pays.

Ces pays, ainsi que le Pentagone, ont pour caractéristique d'avoir un commerce d'exportation développé. Ils méprisent tous leur propre population en tant que consommateurs. Ils n'en ont pas besoin. Ils vont vendre à quelqu'un d'autre qui a davantage d'argent. Ils n'ont même pas besoin de payer des salaires de misère à leur propre population. Ces pays sont tous armés, en train de s'armer et ils font tous le commerce des armes. La plupart fabriquent les armes qu'ils vendent. Ils ont tous de temps en temps des guerres civiles ou attaquent leurs voisins. Ils utilisent tous l'anti-communisme comme prétexte à leur agression, ainsi que le font un bon nombre de grandes sociétés.

Il ne s'agit pas seulement d'un sentiment mystérieux d'opposition entre noirs et blancs. Il ne s'agit pas d'un mystérieux et ancien sentiment tribal. C'est l'expression de la cupidité des sociétés extrêmement développées non seulement en Afrique, parce que ce continent est la victime de la cupidité des sociétés occidentales depuis des centaines d'années comme l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale; le centre de cette avidité des sociétés se trouve dans les pays de l'OTAN, en fait en Amérique du Nord et en Europe occidentale, comme notamment la Grande-Bretagne. Naturellement, lorsqu'on les provoque sur ce sujet, on nous dit que nos emplois en dépendent. Les emplois des Britanniques dépendent du commerce avec l'Afrique du Sud. Des emplois ici, nous dit-on, dépendent des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Sur la question des emplois, nous devrions demander l'avis de ceux qui sont directement concernés, les chefs syndicaux élus par les travailleurs.

Quelques dirigeants syndicaux de l'Afrique du Sud étaient hier à Montréal les invités du congrès de l'Association internationale des machinistes. Ils ont décidé de remettre de quelques jours leur retour en Afrique du Sud, car, compte tenu des événements il semblait peu sûr de rentrer après avoir assisté à un congrès syndical ici. Ils vont d'abord passer quelques jours à Londres et à Genève avant de décider s'il est sage de rentrer dans leur pays. Le congrès a adopté une résolution déclarant en effet que les sanctions prises par le gouvernement canadien ne sont pas assez sévères et que les Canadiens préconisent plutôt le retrait des investissements canadiens en Afrique du Sud.